

ENGLISH BELOW

Kinshasa, le 18 Septembre 2026

À l'attention de Son Excellence Monsieur
Félix - Antoine Tshisekedi Tshilombo,
Président de la République Démocratique du Congo,
Chef de l'Etat
Palais de la Nation, Kinshasa / Gombe

“Avec nos hommages les plus différents”

Objet : Lettre Ouverte- Alerte sur la gouvernance et l'incompatibilité du couloir vert kivu- kinshasa avec les projets extractifs.

Excellence Monsieur le Président,

C'est avec un profond sens de responsabilité citoyenne et patriotique que nous vous adressons cette lettre ouverte. La République Démocratique du Congo se positionne à juste titre à l'échelle internationale comme un « **Pays-Solution** » face aux défis du changement climatique, en s'appuyant non seulement sur ses forêts, mais aussi sur ses initiatives de conservation et de gestion durable, notamment le Couloir Vert Kivu Kinshasa.

Cependant, nos analyses ont identifié une contradiction alarmante entre les ambitions en termes de conservation de la biodiversité et le développement des industries extractives chevauchant ainsi les zones à hautes valeurs écologiques.

À l'approche de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Climate Week NYC, la RDC s'apprête, une nouvelle fois à porter sa voix sur les grands enjeux climatiques et environnementaux mondiaux. C'est dans ce contexte que nous attirons votre attention Excellence Monsieur le Président de la République, sur les défis de la gouvernance qui compromettent l'intégrité du Couloir Vert Kivu-Kinshasa et sur la nécessité de mettre fin au développement de nouveaux projets extractifs.

Créé par le décret n°25/01 du 15 janvier 2025, sous votre impulsion, le Couloir Vert Kivu-Kinshasa constitue une initiative phare de conservation et de développement durable. Il traduit l'engagement du pays en faveur de la protection des forêts du Bassin du Congo et votre volonté de consolider les acquis et les ambitions du pays en tant que « pays-solution » face à la crise climatique.

En effet, à travers la [note d'orientation](#) que notre organisation a rendue publique en juillet 2026 (Annexe), nous avons tiré la sonnette d'alarme sur les défis de gouvernance liés à la superposition des différents droits et usages au sein du Couloir Vert Kivu-Kinshasa. Nous y avons également souligné une contradiction persistante entre la vision portée par cette initiative, fondée sur la conservation et le développement durable, et la promotion des projets pétroliers et miniers dans les mêmes espaces.

Notre analyse a révélé un conflit profond entre les objectifs de conservation du Couloir Vert Kivu-Kinshasa et l'expansion des activités extractives qui s'y superposent. A titre d'exemple, les permis miniers couvrent 12,3 millions d'hectares, soit 23 % de la superficie du Couloir vert, mettant directement en risque 3,4 millions d'hectares des aires protégées dont le parc national de Kahuzi Biega, la réserve de faune à Okapi ainsi que le parc national de Virunga. En plus, 72 % du Couloir vert est couvert par 28 blocs pétroliers. Cette pression extractive au sein du couloir menace particulièrement les écosystèmes les plus sensibles dont les tourbières et les forêts primaires ainsi que les forêts communautaires et territoires traditionnels des peuples autochtones pygmées et communautés locales.

Ces chiffres ne constituent pas seulement une alerte écologique. Ils soulèvent également de sérieuses préoccupations quant à l'intégrité du Couloir Vert, à la cohérence des engagements politiques et à la réalisation de sa vision, ainsi que la promotion d'un développement équitable et durable au bénéfice des communautés.

Au regard de ce qui précède, nous en appelons à votre haute sensibilité aux questions liées à la conservation de la nature, à transformer les engagements portés sur la scène internationale en décisions concrètes au niveau national. Nous vous demandons ce qui suit :

- Instaurer un moratoire sur les nouveaux projets pétroliers, gaziers et miniers dans le Couloir Vert Kivu-Kinshasa ;
- Exclure les activités extractives des forêts primaires, des tourbières, des aires protégées, des terres communautaires et territoires traditionnels des peuples autochtones et communautés locales ;

- Garantir une gouvernance inclusive du Couloir Vert, assurant la participation effective des peuples autochtones et des communautés locales, le respect de leurs droits fonciers et leur consentement libre, préalable et éclairé ;
- Assurer une cohérence entre les politiques de conservation, les engagements climatiques et sur la Biodiversité de la RDC et les décisions relatives à l'exploitation des ressources naturelles.

Ces demandes ne visent pas à remettre en cause l'ambition du Couloir Vert, mais à lui donner une cohérence et une crédibilité à la hauteur de son importance pour la RDC et pour le monde.

Excellence Monsieur le Président,

Le Couloir Vert Kivu-Kinshasa peut devenir l'un des symboles du leadership environnemental de la RDC. Mais pour cela, il doit être protégé contre les contradictions qui pourraient compromettre sa vocation.

À l'occasion des grands rendez-vous internationaux de ce mois de septembre, nous vous encourageons à porter un message politique clair : La vision du couloir vert Kivu-Kinshasa ne peut pas être compatible avec l'expansion des projets extractifs. Nous vous appelons ainsi à une pleine cohérence en faveur de la protection des forêts, des tourbières et au respect des droits des peuples autochtones et des communautés locales.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de **nos hommages les plus distingués**.

Pour les organisations signataires

Professeur Georges Milumbu

Directeur Pays, Greenpeace Afrique

To:

His Excellency **Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo**
President of the Democratic Republic of the Congo
Palais de la Nation, Kinshasa / Gombe
Democratic Republic of the Congo

Subject: Open Letter - Concerns on the governance and incompatibility of the Kivu-Kinshasa Green Corridor with extractive projects.

Your Excellency,

It is with a profound sense of civic and patriotic responsibility that we address this open letter to you. The Democratic Republic of the Congo rightfully positions itself on the international stage as a "Solution Country" in the face of climate change challenges, relying on its forests and its conservation and sustainable management initiatives, notably the Kivu-Kinshasa Green Corridor.

However, our analyses have identified an alarming contradiction between biodiversity preservation ambitions and the continuous granting of permits to extractive industries, thereby overlapping with priority ecological zones.

Approaching the 81st session of the United Nations General Assembly and the Climate Week NYC, the DRC is once again preparing to make its voice heard on major global climate and environmental issues. It is within this context that we draw your attention, Your Excellency, to the governance challenges compromising the integrity of the Kivu-Kinshasa Green Corridor and the necessity to halt the development of new extractive projects.

Created by Decree No. 25/01 of January 15, 2025, under your leadership, the Kivu-Kinshasa Green Corridor constitutes a flagship initiative for conservation and sustainable development. It reflects the country's commitment to protecting the Congo Basin forests and your determination to consolidate the country's achievements and ambitions in the face of the climate and biodiversity crisis.

Through a [policy brief](#) published by our organization in July 2026, we sounded the alarm on the governance challenges related to the overlapping of various rights and land uses within the Kivu-Kinshasa Green Corridor. We also highlighted a persistent contradiction between the vision carried by this initiative, based on conservation and sustainable

development, and the promotion of oil and mining projects within the Kivu-Kinshasa Green Corridor.

Our analysis has revealed a profound conflict between the conservation objectives of the Kivu-Kinshasa Green Corridor and the expansion of extractive activities overlapping it. For example, mining permits cover 12.3 million hectares, representing 23% of the Green Corridor's area, directly placing 3.4 million hectares of protected areas at risk, such as the Okapi Wildlife Reserve, and the Virunga National Park. Added to this is the fact that 72% of the Green Corridor is covered by 28 oil blocks. This extractive pressure threatens the most sensitive ecosystems, including peatlands and primary forests, as well as community forests and the traditional territories of Indigenous Peoples and local communities.

These figures do not merely constitute an ecological alert. They also raise serious concerns regarding the integrity of the Kivu-Kinshasa Green Corridor, the consistency of political commitments and the realization of its vision, as well as the promotion of equitable and sustainable development for the benefit of communities.

In light of the above, we appeal to your sensitivity to this issue, Your Excellency, Mr. President of the Republic, and urge you to continue to demonstrate leadership by translating the commitments made on the international stage into concrete decisions at the national level. We call on you to take the following actions:

- Establish a moratorium on new oil, gas, and mining projects within the Kivu-Kinshasa Green Corridor;
- Exclude extractive activities from primary forests, peatlands, protected areas, community lands and traditional territories of Indigenous Peoples and local communities;
- Guarantee an inclusive governance of the Kivu-Kinshasa Green Corridor, ensuring the effective participation of Indigenous Peoples and local communities, the respect of their land rights, and their free, prior and informed consent;
- Ensure consistency between the DRC's conservation policies, climate and biodiversity commitments, and decisions related to natural resource use.

These requests do not aim to question the ambition of the Kivu-Kinshasa Green Corridor, but rather to endow it with a consistency and credibility commensurate with its importance for the DRC and for the world.

Your Excellency, Mr. President,

The Kivu-Kinshasa Green Corridor has the potential to become one of the symbols of the DRC's environmental leadership. However, to achieve this, it must be protected against contradictions that could compromise its purpose.

On the occasion of the major international gatherings in September, we therefore urge you to convey a clear political message: the vision of the Kivu-Kinshasa Green Corridor cannot be compatible with the expansion of extractive projects. We thus ask you to choose consistency, the protection of forests and peatlands, and the rights of Indigenous Peoples and local communities as a priority for the DRC.

Please accept, Your Excellency, Mr. President of the Republic, this letter and its recommendations. These are driven by the desire and need to make sure the DRC continues to show leadership, fulfilling its promises and placing itself at the forefront of global environmental protection. .

Professor Georges Milumbu
Country Director of Greenpeace Africa

